

# Ils inventent un toit pour les

Le nombre de sans-abri a presque doublé en dix ans en Suisse romande. Les structures d'accueil se multiplient, mais ouvrir des abris PC ne suffira pas.



«On préfère que nos sans-abri aillent dormir à Genève et que ceux de Genève ne viennent pas dormir chez nous», avaient répondu, il y a quelques années, les autorités nyonnaises aux représentants de l'Armée du Salut lorsque ces derniers avaient abordé le sujet des sans-abri. Depuis, la commune de Nyon a changé de discours. Mais c'est au tour de Neuchâtel de craindre ce fameux appel d'air. Ce canton ne propose au-

cune structure d'hébergement d'urgence. Seul un numéro de téléphone gratuit peut donner, à certaines conditions, accès à un lit pour une nuit dans l'un ou l'autre foyer de réinsertion du canton.

## SPARADRAP POLITIQUE

«Ce numéro de téléphone me fait l'effet d'un sparadrap politique», constate l'abbé Vincent Marville, curé de Neuchâtel. «Je trouve quand même

bizarre que les institutions qui sont confrontées à des demandes d'hébergement de la part de sans-abri doivent les envoyer à Yverdon ou à Bienne. Cela donne l'impression que le canton a peur d'attirer les sans-abri en ouvrant une structure d'accueil.» L'abbé Vincent Marville est décidé à agir: il est en discussion avec les structures paraétatiques concernées, les Eglises, l'aumônerie de rue et l'Armée du Salut pour trouver des solutions.

# sans-abri



BEN JURDIC

Ailleurs, les initiatives fleurissent. Tous les autres cantons romands sauf le Jura possèdent des structures d'hébergement d'urgence. Même les petites villes ne font plus exception : à Sion, la Fondation Chez Paou propose dix lits; à Vevey, le Hublot, ouvert en 2009 par Caritas et d'une capacité de 18 places, est régulièrement plein; Yverdon, Fribourg et Bienne ne sont pas en reste.

Bien qu'apparemment nombreuses,

les structures d'accueil de Lausanne et de Genève sont saturées. A Lausanne, elles se voient contraintes de refuser entre 40 et 50 personnes chaque soir.

## TROTTOIR OU AÉROPORT

A Genève, l'ouverture pour l'hiver de deux abris PC ne décharge en rien les autres lieux d'hébergement. «Devoir refuser des gens est une terrible confrontation à notre impuissance. On se sent démunis; souvent aussi démunis que les démunis», soupire Agnès Wahli, responsable de l'Accueil de nuit de l'Armée du Salut à Genève. Caves, trottoirs ou hall d'aéroport: les sans-abri refoulés, principalement des hommes jeunes, s'abritent où ils peuvent.

Faut-il augmenter le nombre de lits et créer de nouvelles structures d'hébergement d'urgence? Véronique Pochon, responsable du Hublot, n'en est pas convaincue: «Les structures d'hébergement d'urgence ne résolvent rien. C'est du dépannage. Il faut prendre le problème en amont, entamer une réflexion pour que les gens aient accès au logement».

## «IL Y A TROP DE MONDE»

Quand on aboutit à l'accueil de nuit, il est difficile d'en sortir sans aide. La compétition qui règne sur le marché du logement et celui du travail laissent peu de chances aux plus vulnérables. De plus, les structures d'accueil d'urgence de Lausanne et Genève, abris PC et autres sleep-in, se caractérisent par une forte précarité d'accès: chaque individu n'a le droit d'y passer qu'un nombre limité de nuits par mois ou par trimestre. «Comme il y a trop de monde, les structures d'accueil sont obligées d'organiser des tournus entre les usagers», explique Eliane Belser, responsable de l'aide sociale d'urgence de la Ville de Lausanne. Cette situation empêche toute tentative de suivi social et réduit

## Les hommes d'abord

Il n'y a pas de profil type de sans-abri, aiment à répéter les responsables des différents centres d'accueil. Suisses, étrangers, chômeurs, travailleurs, jeunes ou vieux, tout le monde peut être touché.

Certaines évolutions se font néanmoins sentir. Bien que non majoritaires, les personnes d'un certain âge sont plus souvent concernées qu'autrefois. «S'il doit choisir, un jeune de 30 ans paiera son loyer et pas son assurance maladie», remarque Jacques Donzé, major de l'Armée du salut responsable de la Suisse romande. «Pour la personne plus âgée, ce sera le contraire». Et puis, la crise du logement a élargi le champ de ses victimes: «Je constate depuis plusieurs années une banalisation de l'arrivée à la rue. Cela concerne Monsieur et Madame tout le monde», explique Eric Mullener, directeur de La Tuile à Fribourg.

En outre, tous les travailleurs sociaux concernés observent que la détresse physique et psychique des sans-abri ne cesse de s'accroître. «Le nombre de SDF tels qu'on se les imagine, c'est-à-dire des gens qui vivent dans la rue en poussant leur caddie, reste stable», note Jean-Yves Raymond, directeur de la Fondation Chez Paou à Sion. «En revanche, il y a de plus en plus de gens que j'appelle des sans domicile et affectif fixes: des gens trébuchés entre les milieux carcéral, psychiatrique et institutionnel. Les problématiques des sans-abri sont devenues beaucoup plus lourdes.»

Autre généralité: les femmes sont environ cinq fois moins nombreuses que les hommes à se retrouver à la rue. Grâce à leurs compétences sociales, qui leur permettent de trouver de l'aide plus facilement; grâce au sentiment de responsabilité qu'elles ont envers leurs enfants, qui les dissuade de se placer en situation de rupture; mais aussi grâce au plus grand nombre d'institutions qui les soutiennent. ■

AuP



par là même les chances de réinsertion. Pour Eric Mullener, directeur de La Tuile à Fribourg, la finalité ne devrait pas être l'accueil d'urgence, mais la réinsertion. Les abris PC de Lausanne et Genève sont selon lui «une aide humanitaire nécessaire, mais qui ne règle pas les causes de l'arrivée à la rue».

### AVOIR UN CHEZ-SOI

Le fonctionnement mis en place par La Tuile a de quoi faire des envieux. Cette structure de 28 places offre aux personnes qui y trouvent refuge non seulement un lit, mais aussi un soutien individuel. Des travailleurs sociaux sont à leur écoute pour démêler les situations et proposer des solutions. L'une d'entre elles consiste en une série de «logements accompagnés»: soit la possibilité de louer à bas prix une chambre dans une des colocations gérées par l'association. Les locataires y bénéficient d'un accompagnement social adapté à leurs besoins qui, couplé à un chez-soi, leur permet de reprendre pied dans la vie sociale et professionnelle.

Autre solution: intervenir avant que les gens ne se retrouvent à la rue. Quelques rares organismes s'attaquent au problème en amont. La Fondation Apollo à Vevey propose aux personnes qui n'ont pas le profil du locataire



Keystone-a

idéal un soutien dans leurs candidatures. Soutien qui peut aller jusqu'à la prise du bail au nom de la Fondation.

### ARRIÉRÉS DE LOYER

L'Unité logement du Service social de la Ville de Lausanne met quant à elle tout en œuvre pour éviter les expulsions en payant les arriérés de loyer, en donnant des garanties aux gérances, voire en prenant le bail à son nom. Elle loue aussi plusieurs centaines de logements à des gérances privées qu'elle sous-loue aux gens qui en

ont besoin. Mais, même si ce que fait l'Unité logement est positif, «il est important de dire que c'est insuffisant», insiste Emmanuelle Garcia N'diaye, responsable de cette structure. «Nous sommes loin de couvrir tous les besoins.» «Nous faisons des propositions d'amélioration, mais ce sont les cordons de la bourse et les politiques qui décideront au final», note Eliane Belser. Et c'est la mobilisation des privés, individus ou associations, qui fait avancer les choses. ■

Aude Pidoux

**La perte de logement est la forme la plus extrême d'exclusion sociale.**

## Des containers à Genève?

Les moyens d'hébergement sur une durée plus longue font défaut. A Genève, les responsables de La Coulou, la structure la mieux équipée en la matière, regrettent le manque d'engagement de la ville. Les 25 lits gratuits qu'ils proposent pour une durée illimitée et les chambres qu'ils louent dans différentes villas et appartements sont pris d'assaut. Chaque année, le nombre de personnes qui tombent dans la précarité augmente de 10 %, estiment-ils.

«Il faut des réponses pour aujourd'hui, pas pour dans dix ans.» Face à la crise du logement que connaît Genève, Noël Constant et son équipe de la Coulou ont pris les devants en proposant à la ville de créer des villages de containers sur des terrains non

utilisés. Matériel de récupération, les containers se convertissent facilement en habitations, comme cela s'est fait pour la *Container City* des docks de Londres. Ils offrent en outre l'avantage de ne pas être définitifs et d'être facilement déplaçables.

Un crédit d'étude a été débloqué par la municipalité, mais le projet ne soulève pas l'enthousiasme des politiques. «Certaines personnalités politiques refusent de développer 'des logements de mauvaise qualité', explique Noël Constant. Pourtant, ces containers peuvent être esthétiques. Mais les normes sociales ont beaucoup de poids en Suisse; les gens ont de la peine à accepter des formules différentes. Pourtant, si ça peut aider les gens à s'en sortir...» ■

AuP